



LA BALLE EST DANS VOTRE CAMP

Après des mois de quasi-suspension du dialogue social, nous voici réunis pour parler du devenir de notre administration et des agents qui la composent.

Nous souhaitons d'abord nous assurer que cette administration bicentenaire dispose bien d'un avenir. Au-delà des 700 emplois qui seront supprimés dans les 3 ans qui viennent, c'est bien notre vive inquiétude quant à la pérennité d'une douane solidement unie au sein de Bercy qui explique notre présence.

Depuis deux ans, pas un mois ne se passe sans que nous n'apprenions que telle mission ou tel service quittent le giron de la douane. Dans le même temps, les rumeurs enflent concernant la direction de services emblématiques qui pourraient se voir confiés à des non-douaniers. Il est évident que l'esprit de corps de cette administration constitue un obstacle à son affaiblissement.

Certes, vous avez fait des pas vers les représentants du personnel à la suite de la réunion du 12 février dernier, mais le refus de nous laisser tenir une RMIS nationale à destination des agents fortement impactés des recettes interrégionales, dans le contexte sanitaire que nous connaissons, sème le doute quant à votre réelle volonté de renouer un dialogue placé sous le sceau de la confiance. Nous vous demandons de tout mettre en œuvre pour valider ce droit dès les prochaines semaines.

A ce titre, nous nous interrogeons fortement au sujet du courrier que vous vous étiez engagée à obtenir des ministres concernant le rôle qu'ils souhaitent donner à la douane au sein de l'appareil d'État. A cette heure, le silence radio n'est pas fait pour nous rassurer. Pourtant, cette garantie ministérielle constitue pour nous un préalable à la poursuite de nos discussions.

C'est bien, une fois de plus, la densité du maillage territorial douanier qui est touchée par le transfert massif de nos missions fiscales vers d'autres administrations, dont la préoccupation première n'est certainement pas de les récupérer quoiqu'en pensent certains hauts fonctionnaires et quoiqu'en disent certains politiques mal informés.

Depuis le premier GT missions du 20 octobre qui nous avait laissé un goût d'inachevé, doux euphémisme (!), nous souhaitons vivement avoir des précisions quant aux nouvelles missions qui devraient venir compenser les pertes d'activité subies, car nous en entendons certes beaucoup parler mais nous ne les voyons pas venir.

Pire, nous ne disposons pas davantage de précisions quant aux modalités de transfert des fiscalités : aucun document technique ne vient détailler le périmètre ni le dispositif retenu pour ces transferts dont la prochaine vague est prévue dès le 31 décembre 2021 (TSVR, DAFN, Hypothèques, TICFE, TICGN, TICC, TICPE, amendes, etc.).

Si vous nous avez communiqué le détails des effectifs par DR pour les 4 années concernées, vous devez aux agents la transparence sur l'ensemble des structures menacées sur la même période.

Face à ce manque d'anticipation des deux directions générales, préalable à l'abandon de tout contrôle physique, le manque à gagner pour les caisses de l'État va – une nouvelle fois - s'avérer colossal. Nos finances publiques peuvent-elles se permettre une telle carence coupable ?

A quelques 10 mois des prochains transferts d'activités, l'administration n'a toujours pas communiqué le moindre renseignement aux agents sur le devenir de leurs missions ou de leurs structures, les laissant dans un profond désarroi. Pour l'intersyndicale, le combat du maintien de l'activité sera mené partout, par tous les moyens.

Car nous n'oublions pas les premières victimes de décisions politiques qui les dépassent, à savoir les agents en charge des missions amenées à être transférées : soyez assurée que nous veillerons à ce que pas un seul ne soit laissé au bord du chemin.